

Rosaly DATCHI-RAMIREZ

« *Évolution et crise du système politique vénézuélien : entre rigidité institutionnelle et néo-populisme* » (521 pages).

Thèse dirigée par M. Georges COUFFIGNAL et soutenue le 30 janvier 2004 à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine- Université de la Sorbonne-Nouvelle (Paris III).

Jury :

M. Georges COUFFIGNAL, Professeur à l'Université Paris III

M. Olivier DABÈNE, Professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence

M. Daniel van EEUWEN, Professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence

Mme Renée FREGOSI, Maître de conférences (HdR) à l'Université Paris III

M. Hubert GOURDON, Professeur émérite à l'Université

de Versailles–Saint Quentin.

Abstract

This dissertation relates on the Venezuelan modern political system evolution and the political and institutional crisis, in particular since the 1990's. Two levels of analysis are proposed: first, to explain the problems that the Venezuelan democracy faces, we emphasize on the decline of the parties and the parties' system, actors who have played a central role in the Venezuelan political life since the 1930's. The dysfunction of the representative political institutions and a "civic fatigue" among the citizens are the origin of several phenomena: the abstention increase to record levels, the rise of new political actors, many of which having an anti-political discourse. This type of politics is non-institutionalized, very personalized, supported by the personality of a charismatic leader (that's why we talk of "neo-populism"). It contrasts with the democratic practices. Secondly, on a more general level, we advance the idea according to which many of the problems experienced by the Venezuelan people are, at least partly, related to the social, political, economic and cultural transformations in progress for several years across the world.

Key Words: Venezuela/democracy/crisis/ political parties/new populism/Latin America/Globalization.

Cette thèse porte sur la formation du système politique moderne au Venezuela et son entrée en crise depuis les années quatre-vingt-dix. Un parcours historique de l'évolution de celui-ci nous permet d'établir en quoi le Venezuela a été un cas exceptionnel dans la région latino-américaine. L'instabilité politique, due aux luttes entre les différents caudillos régionaux et la tension entre centralisme et fédéralisme, a été le ton dominant dès l'indépendance du pays et tout au long du XIX^{ème} siècle. Toutefois, au tournant du siècle, cette période d'instabilité cède sa place à l'un des rares systèmes démocratiques apparemment stable et institutionnalisés du continent.

La particularité du cas vénézuélien résidait dans la réussite historique du pays à établir vers les années 50-60 un régime démocratique stable et de paix sociale. Contrairement à d'autres pays de l'Amérique latine, le

système politique vénézuélien était caractérisée par la célébration régulière d'élections libres et le renouvellement des élites gouvernementales et des politiques publiques, tout en respectant la continuité des institutions et du système politique. Ceci a été observé par beaucoup d'analystes politiques comme des signes importants de modernité et de maturation politique, ainsi que de transition vers une démocratisation achevée.

Les années 50-60, marquées par les tensions de la Guerre Froide, la révolution cubaine, et la montée en force des régimes militaires autoritaires dans grand nombre de pays latino-américains, ont vu naître au Venezuela un système plutôt atypique. En effet, depuis 1958, avait émergé un accord entre les divers secteurs de la société ayant pour but l'établissement et la consolidation d'un régime démocratique. Cet arrangement institutionnel entre les élites des diverses forces sociales est connu sous le nom de pacte de « Punto Fijo ».

Le déclin de l'exception démocratique

À partir des années quatre-vingt, début des années quatre-vingt-dix, le système politique vénézuélien a commencé à se dégrader. Le modèle économique a montré des signes indéniables d'épuisement et les premières expressions de crise politique et sociale sont devenues visibles. Quatre décennies d'exception démocratique ont ainsi progressivement cédé la place à une conjoncture politique et économique particulièrement critique. Le Venezuela, comme la plupart des pays de la région latino-américaine, s'est vu irrémédiablement plongé dans une spirale de difficultés économiques graves, de misère et de pauvreté extrêmes, et d'approfondissement des inégalités sociales.

Face à ces nouveaux défis, et aux nouvelles exigences qu'ils comportent, les institutions politiques et sociales traditionnelles sont apparues plutôt démunies. En conséquence, s'est installé un climat de tensions qui a rendu de plus en plus vulnérable le système démocratique. Désormais, loin de constituer une exception dans la région latino-américaine, le Venezuela a définitivement rejoint le reste du continent affecté par d'importants problèmes sociaux et économiques. La démocratie vénézuélienne semble en outre être à l'heure actuelle l'une des plus fragiles de la région.

Plusieurs indicateurs de crise du système politique, particulièrement significatifs depuis la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, peuvent être mis en exergue : tout d'abord, le franc déclin du système de partis traditionnel ; ensuite, la montée en force de leaders et de mouvements représentant, sous les bannières anti-partisanes et anti-politiques, le désir de transformations radicales au sein de la société. Enfin, l'option des militaires au pouvoir, ou encore la voie « révolutionnaire » avec un fort accent national-populiste, que l'on croyait être des souvenirs lointains, ont refait surface avec force et restent toujours d'actualité.

À tout cela s'est ajouté la montée progressive de l'abstention à des niveaux records, la méfiance à l'égard des élites d'une partie importante des citoyens, l'érosion de leur sentiment de proximité vis-à-vis des partis traditionnels et d'autres institutions représentatives, la baisse de confiance dans le gouvernement ou encore la désaffection des Vénézuéliens pour la politique. L'une des principales questions qui anime cette thèse est précisément celle de savoir si tous ces facteurs sont des expressions d'un malaise croissant au sein de la société vénézuélienne, d'une crise de la représentation, ou tout simplement d'une faillite du politique.

La thèse se divise en deux parties : dans la première partie nous observons quelles ont été les conditions historiques, politiques et sociales qui ont modelé de façon déterminante divers processus sociaux, politiques et économiques, ainsi que leurs résultats. Nous distinguons en effet quatre étapes majeures dans l'histoire politique républicaine vénézuélienne : premièrement, celle de la naissance de la République et l'imposition d'un régime oligarchique de « démocratie limitée », puis les premières mobilisations sociales et politiques de lutte contre l'autoritarisme et pour l'élargissement de la participation politique. En second lieu, celle de la construction du système moderne de partis dans les années 30-40, l'arrivée de la « politique de masse » sous l'égide d'un parti fortement influencé par les idées nationalistes et populistes et le poids crucial du clivage dictature/démocratie dans la nature et les actions des partis modernes.

Dans un troisième temps, nous analysons la période de l'instauration de la démocratie de partis à partir de 1958, l' « âge d'or » des organisations représentatives et le déplacement du système vers une « partitocratie ». Il s'agit, en particulier, de relever les conditions qui ont favorisé la mise en place des règles du jeu démocratique, de l'accord consensuel entre les divers acteurs sociaux et politiques et l'entrée en crise de ce modèle. Dans le processus de développement institutionnel, nous prenons en compte la formation et la consolidation d'un État centralisé devenu le principal moteur de l'essor social et économique et l'émergence d'une économie et d'une société civile rentière. Au cours de cette recherche, les implications de la rente pétrolière dans la construction des bases sociales de la démocratie vénézuélienne ne sont pas négligées non plus. Finalement, nous nous occupons de la crise du système démocratique de partis, et de la montée en force de nouveaux acteurs sociaux et politiques, et plus particulièrement, de l'arrivée au pouvoir d'un leader néo-populiste, lors des élections de décembre 1998.

Notre analyse s'inscrit au sein du courant néo-institutionnel car elle met l'accent sur la dynamique du gouvernement, sur l'État, sur les partis et sur le système de partis, et, quelque part, sur la dynamique électorale. Dans ce contexte, les variables politiques sont consciemment privilégiées par rapport aux déterminants culturels ou économiques, afin d'expliquer la crise du système politique à partir des années quatre-vingt-dix. Cette étude se place dans un « rang intermédiaire » entre, d'un côté, les particularités sociales, économiques et culturelles de la société vénézuélienne, et la dynamique internationale, de l'autre.

Les sources du malaise démocratique

Plus précisément, notre étude prétend répondre à plusieurs questions : comment peut-on expliquer la crise politique déclenchée au Venezuela, notamment à partir de 1989 et la mise en péril du régime démocratique, conséquence de la montée en puissance de mouvements et d'acteurs prônant un discours anti-politique ? Comment ces nouveaux leaders sont-ils arrivés au pouvoir ? Quel est leur style politique ? Quel est leur impact sur le processus de démocratisation ? Pourquoi un système de partis apparemment consolidé, piloté pendant de longues années par deux grands partis modernes et institutionnalisés, n'a pas été capable de faire face aux défis auxquels se heurte la démocratie au Venezuela ? Le bipartisme, lui-même, a-t-il été un facteur de stabilité fonctionnel du système politique, ou plutôt le contraire ? Y-a-t-il une raison qui explique l'effondrement -ou la désinstitutionnalisation- du système bipartisan ?

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer la crise politique vénézuélienne. Pour certains auteurs, les difficultés sociales et politiques frappant le Venezuela ne seraient que l'expression d'une modernisation sociale et politique « illusoire », achetée par la rente pétrolière. Sans négliger les implications du pétrole dans la construction de la base sociale démocratique au Venezuela, nous privilégions plutôt la variable politique. Concrètement, dans une tentative de réponse à toutes les questions évoquées précédemment, nous proposons dans cette recherche deux niveaux d'analyse. Premièrement, nous mettons l'accent sur la question du dysfonctionnement des institutions représentatives traditionnelles, et notamment des partis politiques et du système de partis, comme la principale variable indépendante explicative de la crise de la démocratie. Deuxièmement, d'un point de vue plus général, nous appuyons l'idée selon laquelle la crise vénézuélienne apparaît liée aussi aux transformations de la matrice socio-politique, vécues depuis quelques années par nombre de pays à l'échelle planétaire, conséquence de la mondialisation.

Nous soutenons donc, d'une part, l'idée selon laquelle la croissante rigidité institutionnelle des partis et du système de partis, leur éloignement de la société, ainsi que leur incapacité à incarner les nouveaux clivages sociaux traversant la société vénézuélienne au tournant du XXI^{ème} siècle, expliquent pour beaucoup la vulnérabilité de la démocratie. Autrement dit, nous pensons que la montée en force du phénomène populiste, caractérisant la politique vénézuélienne de fin de siècle, apparaît étroitement liée à la progressive désinstitutionnalisation du système de partis. D'autres facteurs ont eu aussi un poids important : la décentralisation de la politique et de la prise des décisions, la fragmentation des identités collectives, la prolifération des moyens d'expression des demandes citoyennes autrement qu'à travers les partis traditionnels, l'existence de niveaux importants de pauvreté et d'exclusion sociale.

En outre, les difficultés politiques et sociales vécues depuis quelques années par plusieurs pays semblent aussi être liées aux transformations sociales et politiques de grande ampleur, se développant à l'échelle planétaire. Ainsi, un nombre important de sociétés ont vu s'installer un climat caractérisé moins par la sécurité ontologique, par la confiance aveugle dans les « progrès » de la science et de la technologie, par un regard optimiste des citoyens à l'égard des institutions politiques, que par l'impression de contingence et d'insécurité, par une prise de conscience des effets non voulus des développements scientifiques et technologiques, et enfin, par une érosion des identités collectives et un désenchantement citoyen face à la politique traditionnelle.

Dans la plupart des analyses politiques contemporaines, la référence au désarroi des citoyens vis-à-vis de la démocratie est devenu un lieu commun. Ce sentiment de « désillusion » est perceptible aussi bien au sein des systèmes politiques ayant une vieille tradition démocratique qu'au sein de ceux l'ayant adopté plus récemment. Même s'il ne s'agit pas forcément du basculement chez les citoyens de la préférence pour la démocratie vers des alternatives du type autoritaire, il n'en demeure pas moins que pour beaucoup d'entre eux, la démocratie est devenue une routine et apparaît comme vidée de son contenu. Les grands systèmes idéologiques ne fournissent plus des modèles d'orientation pour des individus perplexes et désormais forcés en permanence à vivre dans l'incertitude.

Nous appuyons, en particulier, l'idée selon laquelle la crise actuelle du système politique vénézuélien pourrait, tout au moins en partie, être expliquée par la tension existante au sein de la société vénézuélienne entre, d'un côté, certains segments de la population et acteurs sociaux et politiques défendant le maintien du *statu quo*, et de l'autre, ceux plaidant pour une meilleure adaptation aux temps nouveaux ou plus concrètement, pour une conception nouvelle de modernité, dans un monde de plus en plus mondialisé. Le débat sur la mondialisation constitue peut-être le débat le plus important de nos jours. Et cela parce qu'il s'agit de trouver une réponse à la question fondamentale sur la façon dont le monde se développera au cours du XXI^{ème} siècle. En bref, l'analyse de la mondialisation et de ladite « ère globale » est en train de devenir une variable très pertinente lorsque l'on veut faire un diagnostic sur la politique et les sociétés contemporaines.

Quant à l'impact probable de la mondialisation sur la dynamique sociale et politique du Venezuela, le premier obstacle se rencontre dans la difficulté de mesurer avec précision ce phénomène. C'est pourquoi, nous nous limitons à avancer certaines propositions -plus théoriques qu'empiriques- susceptibles de promouvoir des analyses plus fines dans le futur. Nous établissons donc quelques pistes de réflexion concernant les liens possibles entre le néo-populisme et les transformations récentes vécues par beaucoup de pays au niveau de la planète, conséquence du déploiement grandissant de la mondialisation. L'augmentation des interdépendances culturelles, économiques, de communication, d'information, etc. entre les divers États et sociétés montre que la période de transition historique cruciale que vit la planète affecte aussi la région latino-américaine. Celle-ci ne constitue guère un îlot isolé, elle est conditionnée, autant dans le niveau externe que dans sa dynamique interne, par le contexte international.

L'Amérique latine est influencée aussi bien par la logique capitaliste que par les diverses transformations sociales, culturelles et politiques survenues au plan international. Cette interdépendance croissante fait que les événements politiques, sociaux et économiques se succédant aujourd'hui, ne peuvent être suffisamment expliqués s'ils ne sont placés dans un contexte qui s'étend à l'échelle du globe. En cela, les outils classiques d'analyse sociale ne peuvent plus ignorer l'imbrication croissante du local, du régional et du global.

Beaucoup des difficultés auxquelles le Venezuela se heurte -et cela pourrait être étendu à d'autres pays de la région- sont liées, tout au moins en partie, aux tensions causées par les modèles de modernité (et de modernisation) prédominants dans les diverses étapes historiques. À l'instar d'autres pays du continent, à partir des années quatre-vingt-dix, le néo-libéralisme est devenu le paradigme de la modernisation. Nous relevons aussi que les conséquences néfastes de ces politiques d'ajustements économiques orthodoxes sur le tissu social expliquent, tout au moins en partie, l'émergence du néo-populisme incarné par H. Chávez.

L'ex-colonel est, certes, l'expression du besoin de participation politique, autrefois confisquée par les deux grands partis ayant monopolisé la vie sociale et politique pendant de longues années. Mais, il pourrait aussi être perçu comme la réaction ultime d'une société qui se retrouve face au dilemme de devoir choisir entre d'une part, la nécessité de s'adapter, malgré elle, aux transformations actuelles vécues par la planète (mondialisation, développement technologique, décentralisation des décisions politiques, intégration économique, consolidation démocratique...) et, d'autre part, le maintien du *statut quo*, ou du modèle de société rentière, paternaliste, gravitant autour de l'État. De ce point de vue, H. Chávez incarne pour nous un projet de « *contre-modernisation* »

qui fait recours aux frustrations citoyennes, liées autant aux problèmes économiques qu'au manque de participation politique.

Une telle étude nous permet de tirer des conclusions générales sur la relation entre le déclin du système de partis et l'émergence de mouvements populistes, hautement personnalisés et volatiles. Le Venezuela ne constitue pas dans ce sens un cas isolé dans l'Amérique latine. Cette analyse permet de même de révéler le rapport ambigu qu'entretient un type « nouveau » de faire la politique avec les pratiques démocratiques. Finalement, ce travail sert à établir quelques pistes de réflexion sur les mutations de l'État et de ses institutions, et leurs conséquences sur la vie politique.